



FEDERATION BTP

M. Issa ATTYE
PRESIDENT

1. Bureau et effectif de la fédération
2. Introduction
3. Problématiques
4. Perspectives
5. Dette Intérieure
6. Activités du bureau
7. Conclusion

1. Bureau et effectif de la Fédération

La Fédération BTP rassemble actuellement 22 **entreprises membres**, dont 2 **nouvelles adhésions** enregistrées et 4 en attente de paiement des frais d'adhésion en 2025 . Ces entreprises sont toutes actives dans le secteur du **bâtiment, des travaux publics** et des **métiers connexes**, avec une présence significative dans plusieurs régions du pays.

Composition du bureau exécutif :

- **Président** : *Monsieur Issa ATTYE* (MBTP)
- **Vice-Président** : *Monsieur Joseph BARALONGA* (ITMB)

Ce bureau joue un rôle central dans la coordination des actions collectives, la représentation du secteur auprès des autorités, et la promotion de bonnes pratiques au sein de la filière.

2. INTRODUCTION

- Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) occupe une place stratégique dans le développement **économique, social et urbain** de la République du Congo. Il contribue activement à la création d'emplois, à l'amélioration des infrastructures et à la modernisation des territoires.
- Pourtant, le secteur reste confronté à des défis majeurs : **accès difficile au financement, endettement intérieur élevé, faible production locale de matériaux, normes peu appliquées**, ainsi qu'un **déficit de compétences techniques**.
- Malgré ces contraintes, l'année 2025 laisse entrevoir une dynamique de reprise. Des chantiers importants sont relancés, notamment dans les domaines de la **voirie urbaine, de l'assainissement, des logements, des infrastructures éducatives** et des équipements publics. Le besoin croissant en logements, estimé à **plus de 15 000 unités par an**, illustre l'ampleur des opportunités offertes au secteur.

Des entreprises structurantes comme **MBTP** et **BCBTP** jouent un rôle moteur dans ce renouveau, en couvrant l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur, de la conception à l'exécution. En parallèle, la demande en main-d'œuvre qualifiée progresse, notamment pour les postes de **conducteurs de travaux, ingénieurs, techniciens et commerciaux**.

L'objectif de ce rapport est donc de :

- **Faire un état des lieux complet et objectif du secteur BTP au Congo-Brazzaville ;**
- **Identifier les principales problématiques rencontrées par les entreprises membres de la fédération ;**
- **Mettre en lumière les perspectives de développement et de relance à court et moyen terme ;**
- **Proposer des pistes de solutions concrètes et durables, à partir des réalités du terrain.**

Dans un pays encore largement en construction, où les besoins en infrastructures de base restent immenses, **le BTP représente un pilier incontournable pour bâtir le Congo de demain.**

3. Problématiques du secteur BTP

- **3.1 Insuffisance des mécanismes de financement**

Le secteur souffre d'un manque de mécanismes de financement adaptés :

- Très peu de partenariats public-privé (PPP) effectifs, du fait de l'absence d'un cadre légal clair ou de capacité limitée pour préparer des projets.
- Les crédits bancaires sont souvent inaccessibles pour les entreprises locales, compte tenu des conditions de garantie, des taux d'intérêt élevés ou des exigences de fonds propres.
- Le budget de l'État est sous pression et ne peut couvrir l'ensemble des besoins des infrastructures ou des paiements aux entreprises du BTP.

- **3.2 Manque de ressources humaines qualifiées et de matériaux**
- Il y a une pénurie de compétences spécialisées (conducteurs de travaux, ingénieurs de chantier, architectes, techniciens de maintenance) formées selon les standards internationaux ou selon les spécificités locales (terrain, climat, matériaux locaux).
- Les structures de formation professionnelle ou technique existantes sont souvent sous-équipées, peu nombreuses, ou éloignées, ce qui rend l'accès difficile pour beaucoup d'artisans ou ouvriers.
- Le coût élevé de l'étranger ou de l'importation des matériaux (acier, bois traité, équipements sanitaires, carrelage, peintures) pèse lourdement sur les prix. Les délais d'acheminement ajoutent du retard, et les fluctuations monétaires rendent l'approvisionnement aléatoire.
- La production locale est souvent limitée à certains produits de base (ciment, briques simples), mais la qualité, les finitions, la variété, ou la capacité de produire à grande échelle ne suivent pas toujours la demande.

- **3.3 Cadre juridique, normes et contrôles inadéquats**
- L'absence d'un code national uniforme du bâtiment appliqué sur tout le territoire permet des disparités importantes dans la qualité et la sécurité des constructions, surtout en zones périurbaines ou rurales.
- Le Bureau de Contrôle du BTP (BCBTP), autrefois limité par un manque de moyens, connaît aujourd'hui une nette amélioration. Sous la direction actuelle, des efforts concrets sont menés pour renforcer les capacités techniques et opérationnelles, ce qui permet un meilleur suivi des chantiers et une application plus rigoureuse des normes.
- De nombreux chantiers démarrent sans permis de construire ou sans études de sol, ce qui engendre des risques tels que fissures, affaissements, inondations ou non-résistance structurelle.
- L'absence ou la faible enforcement des normes de sécurité expose les travailleurs (risques d'accidents, mauvaise protection), les utilisateurs finaux (risques de construction non sécurisée), et augmente la vulnérabilité des infrastructures face aux intempéries ou aux catastrophes naturelles.

3.4 Problème de la dette intérieure BTP

- Les entreprises du secteur accumulent des créances non réglées par l'État, ce qui pose de graves problèmes de trésorerie.
- Cela entraîne des retards dans l'exécution des chantiers, des suppressions d'emploi ou des réductions d'effectifs, des difficultés dans l'approvisionnement.
- En 2025, bien qu'un recensement de la dette intérieure ait été amorcé et que des paiements partiels soient en cours, une grande partie de cette dette demeure non apurée, ce qui compromet la confiance dans les marchés publics.

3.5 Travail informel, qualité, formation insuffisante

- Une très grande partie des ouvriers et artisans ne sont pas formellement enregistrés : pas de contrat, pas de couverture sociale, peu ou pas d'assurance, ce qui rend leur situation précaire.
- Ce travail informel s'accompagne souvent d'une moindre application des normes de qualité, de sécurité, ou de durabilité : usage de matériaux de qualité inférieure, exécution d'ouvrages sans suivi technique régulier, absence de garantie de maintenance.
- La formation continue est faible : beaucoup de métiers de terrain n'ont pas de programmes de perfectionnement ou de mise à jour, ce qui freine l'adoption de nouvelles techniques de construction, de normes environnementales ou de pratiques durables.
- Ces lacunes aboutissent à des constructions mal finies, des réparations fréquentes, des surcoûts à long terme, et à une perception de faible fiabilité dans le secteur par les clients ou par l'État.

- **4. Perspectives du secteur**

Le secteur du BTP au Congo-Brazzaville présente **de nombreuses perspectives de développement**, dans un pays où **le besoin en infrastructures reste immense** et **les opportunités sont tangibles**. L'objectif est de transformer ces défis en **leviers de croissance durable** pour les entreprises membres de la fédération.

- **4.1. Le Congo, un pays en construction**

La dynamique démographique et l'urbanisation rapide génèrent une **forte demande en équipements collectifs et en logements** :

- Le **déficit de logements** est estimé à **environ 15 000 unités par an**, une donnée qui démontre clairement **l'ampleur des besoins à couvrir**.
- Plus de **70 % de la population vit en milieu urbain**, accentuant la pression sur les zones d'habitat existantes.

- Les **loyers deviennent de plus en plus inaccessibles**, dépassant le pouvoir d'achat d'une grande partie des habitants (ex. : des loyers passés de 25 000 à 60 000 FCFA pour des logements simples et voire de plus 150.000 pour les autres types de maisons).

Ces éléments constituent des **opportunités majeures** pour les entreprises du BTP, en particulier dans la **construction de logements sociaux**, la rénovation urbaine et le développement de nouveaux quartiers.

4.2. Relance de projets d'envergure nationale

Malgré les ralentissements passés, plusieurs projets structurants sont en cours ou en préparation :

- Travaux d'assainissement urbain,
- Réhabilitation et extension des infrastructures universitaires,
- Développement du réseau routier et ferroviaire,
- Modernisation des aéroports et ports,
- Programmes de construction d'écoles, d'hôpitaux et de marchés.

4.3. Le soutien du gouvernement

Relance de la production locale de matériaux

L'un des leviers majeurs de développement du BTP au Congo réside dans la relance de la production locale de matériaux. Le gouvernement pourrait encourager l'implantation d'unités industrielles dans les domaines du parpaing, de la brique, du bois traité, de la terre cuite, et même du recyclage des déchets de construction. Des incitations fiscales, des partenariats publics-privés et des programmes de formation professionnelle permettraient de structurer des filières locales de production, de réduire les coûts de construction et de créer des emplois durables.

Adoption et application de normes de construction

Il est impératif de doter le pays d'un **code du bâtiment national**, qui définisse clairement les règles de construction en matière de sécurité, d'accessibilité, d'environnement et de qualité. Ce code devra être appliqué de manière stricte sur l'ensemble du territoire, avec la montée en puissance des bureaux de contrôle technique et la formation des artisans, ingénieurs et architectes. L'instauration d'un système de certification des matériaux et de labellisation des entreprises contribuerait à améliorer la qualité des ouvrages réalisés.

Ces initiatives témoignent d'une **volonté politique de relancer l'investissement public**, en s'appuyant sur le secteur BTP comme **pilier de développement national**.

- **4.4. Valorisation du potentiel local**

Le pays dispose également d'un **potentiel inexploité** pour :

- La **production locale de matériaux de construction**,
- L'**industrialisation** de certaines filières (parpaings, terre cuite, bois, carrelage...),
- L'**emploi de ressources humaines locales**, à condition d'investir dans la formation qualifiante.

Le développement de filières locales permettrait de **réduire la dépendance aux importations**, de **diminuer les coûts** et de **créer des emplois durables**.

4.5. Un cadre à structurer pour attirer les investissements

Pour tirer pleinement parti de ces perspectives, il est nécessaire de :

- Mettre en place un **cadre réglementaire clair** (code du bâtiment, normes de sécurité),
- Structurer le **marché du foncier** et améliorer la planification urbaine,
- Renforcer les **mécanismes de financement** (PPP, lignes de crédit spécialisées),
- Lutter contre le **travail informel** et professionnaliser les acteurs.

Le secteur du BTP doit devenir un **secteur stratégique, structuré et compétitif**, capable de répondre efficacement aux besoins nationaux.

5. Dette intérieure

En 2025, la République du Congo a prévu de consacrer **1 249,29 milliards FCFA** au remboursement du service de la dette publique, selon le rapport officiel arrêté au 30 avril. Cette enveloppe concerne principalement la **dette intérieure**, qui représente **80,5 % des paiements** attendus sur la période de mai à décembre, soit environ **1 005 milliards FCFA**.

Répartition des paiements :

- **Dette intérieure : 80,5 %**
- **Créanciers bilatéraux : 8,8 %**
- **Créanciers commerciaux : 6,98 %**
- **Institutions multilatérales : 3,72 %**

Le calendrier d'amortissement prévoit un **pic de remboursement en octobre 2025**, avec un total de **279,09 milliards FCFA**, dont :

- **225,54 milliards FCFA** en Bons du Trésor (80,81 %)
- **53,55 milliards FCFA** en Obligations du Trésor (19,19 %)

Prévisions mensuelles :

- **Mai 2025** : 75,67 milliards FCFA (67,5 Mds de principal / 8,18 Mds d'intérêts)
- **Juin 2025** : 252,68 milliards FCFA (229,64 Mds de principal / 23,04 Mds d'intérêts)

Au 30 avril 2025, le **stock global de la dette publique** s'élève à **8 275,94 milliards FCFA**, en hausse légère de **0,05 %** par rapport au mois précédent. Cette progression est due à de nouveaux décaissements, essentiellement sous forme de **titres publics émis sur le marché domestique** (154,02 Mds FCFA), compensés par des paiements de dettes (169,74 Mds FCFA).

- **des remboursements d’avril :**
- **Total : 169,74 milliards FCFA**
 - Principal : 152,35 Mds FCFA (89,75 %)
 - Intérêts : 17,39 Mds FCFA (10,25 %)
- **Focus sur la dette intérieure :**
- **Montant payé en avril : 163,66 milliards FCFA**
 - Principal : 149,48 Mds FCFA (91,33 %)
 - Intérêts : 14,18 Mds FCFA (8,67 %)

Ces paiements ont porté uniquement sur des titres publics tels que les **OTA (Obligations du Trésor assimilables)** et les **BTA (Bons du Trésor assimilables)**

6. Activités réalisées du bureau

Au cours de l'année 2025, la Fédération BTP a pris part à plusieurs initiatives majeures, renforçant son rôle de plateforme de dialogue entre les acteurs du secteur et les partenaires institutionnels. Parmi les actions menées figurent notamment :

- **Groupe de la Banque mondiale, forum d'échanges avec le secteur privé :**

Une opportunité stratégique pour exposer les réalités du secteur BTP et contribuer à la définition de solutions adaptées.

- **Visite de la Fédération BTP des ministères des Grands Travaux et de la Construction :**

Une rencontre qui a permis d'aborder les enjeux prioritaires du secteur et de poser les bases d'une meilleure collaboration avec les autorités nationales.

- **Séance de travail avec la Fédération des entreprises du Congo Kinshasa, syndicat patronal, Chambre de commerce :**

Un échange sous-régional enrichissant, axé sur le partage d'expériences, les bonnes pratiques et les possibilités de coopération entre fédérations sœurs.

- **IFC Day Congo, le rendez-vous du développement du secteur privé,**
Une rencontre stratégique autour du rôle moteur des entreprises dans l'économie nationale ;
 - **Forum d'affaires Congo-Italie,**
Une rencontre favorisant les échanges économiques et les opportunités d'investissement entre les deux pays ;
 - **La REF, 5^e édition à Brazzaville,**
Un grand rendez-vous du monde économique où la Fédération a activement pris part aux réflexions sur l'avenir du secteur.
- la Fédération BTP a poursuivi ses efforts de représentation et de plaidoyer en menant plusieurs actions stratégiques, Ces actions traduisent la volonté du bureau de positionner la Fédération comme un acteur structurant et engagé dans l'amélioration du climat des affaires et le développement durable du secteur BTP.

7. Conclusion

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) au Congo-Brazzaville se trouve aujourd'hui à un **carrefour décisif**. Malgré un contexte économique encore fragile, marqué notamment par les effets persistants de la dette intérieure, le secteur démontre une **capacité de résilience** et un **potentiel de croissance considérable**.

Les besoins en infrastructures restent énormes : **logements, routes, ponts, écoles, équipements publics**, sans oublier les enjeux liés à l'urbanisation croissante, à l'accès aux services essentiels et à l'attractivité des territoires. Ces défis représentent autant d'**opportunités stratégiques pour les entreprises du BTP**.

Face aux problématiques identifiées — accès au financement, production locale insuffisante, normes techniques encore partiellement appliquées, formation professionnelle à renforcer — il devient indispensable d'adopter une **vision commune, structurée et proactive**, à l'échelle nationale.

La Fédération BTP a un rôle central à jouer : **coordonner les efforts, porter la voix des entreprises, dialoguer avec les institutions, proposer des réformes concrètes et participer activement à la transformation du secteur.**

Ce rapport constitue une base de réflexion et d'action. Il appelle à :

- Une **mobilisation renforcée des acteurs publics et privés** ;
- Une **mise en œuvre accélérée des réformes structurelles** ;
- Une **relance intelligente, durable et inclusive** du secteur BTP.

Le Congo est un pays en pleine construction. Le BTP doit en être **le moteur structurant**, au service du développement économique, de la modernisation des villes et du mieux-être des populations.



**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION**